

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE	
Grèves et actions dans les P et T	p I
Informations d'entreprise	p 3
Les accords Renault	p 4
Discussion sur la politique syndicale	p 7
LIANISONS	p 9
LES TRAVAILLEURS DANS LE MONDE	
Grève des Bus à Newcastle	p 10
Lettre d'un ouvrier sidérurgiste américain	p 11
LE CAPITALISME	
La bureaucratie en France	p 15
LECTURES	
Un livre sur l'Espagne : La mine	p 20
CORRESPONDANCE	p 21
PUBLICATIONS	p 33

LE NUMÉRO
0,30 F

Numéro 14

mensuel

JANVIER 1963

LES travailleurs en france

GREVES ET ACTIONS DANS LES P.&T./

Les journaux ont indiqué dans le courant de décembre et au début de janvier, des grèves sporadiques dans les P. et T. Ce sont surtout les bureaux gares (centres de tri) qui ont été touchés, quelquefois le téléphone et les chèques postaux. Il ne faut pas se leurrer sur ces mouvements, chaque année à cette époque les syndicats étudient les possibilités d'action et tentent, par ce biais, à prouver leur influence. Cette période, surtout dans les centres de tri, est une période de travail intensif, donc, une période paraissant favorable à un mouvement revendicatif pour tout le personnel. On entend souvent dire: "si on ne fait rien au cours de cette période, quand est-ce que nous ferons quelque chose?" Il faut dire que la CGT ayant ses bataillons importants surtout chez les facteurs, n'est jamais en pointe pour ce genre d'exercice, les facteurs ne veulent pas mécontenter "leurs clients" au moment des étrennes, et enverraient promener leur centrale si elle décidait un mouvement aussi "inopportun".

Cette année, il est flagrant que la CGT refusait toute action, pour des raisons naturellement tout autres que revendicatives. Il semble que la CFTC soit à l'origine des débrayages sporadiques que nous avons connu surtout par les journaux. Incapable de déclencher seule un mouvement important, elle a essayé d'entraîner la CGT, mais celle-ci s'est montrée excessivement réticente. La CGT a fait tout ce qui était possible pour que la grève nationale du 28 décembre soit un échec sans perdre la face naturellement, on peut dire qu'elle a su saboter le mouvement, et que la CFTC en a été pour ses frais. Surtout dans les bureaux gares parisiens.

En province, la situation est différente, et peu connue par les postiers parisiens. Les syndicats, qui devraient avoir un rôle de coordination, se cantonnent sciemment dans des revendications immédiates, et ne donnent aucune information intéressante sur les conditions de travail et sur les luttes des autres bureaux. C'est la tactique employée depuis longtemps dans le mouvement ouvrier "organisé". Il faut proposer aux camarades de la base des avantages que les autres n'ont pas et, lorsque les autres réclament ces mêmes avantages, faire prudemment la sourde oreille et surtout éviter de les aider dans leurs revendications. Les revendications présentées cette année, par la CGT et par la CFTC, entrent bien dans ces considérations. Pour les bureaux-gares, il était demandé le "service actif", c'est-à-dire le départ à la retraite à 55 ans, au lieu de 60, en prétextant un travail plus pénible qu'ailleurs, or les facteurs et les chargeurs ont cet avantage depuis toujours et pourquoi, guichetiers ou téléphonistes, n'en profiteraient-ils pas dans un mouvement général? L'autre revendication essentielle, c'était l'augmentation substantielle des heures de nuit (actuellement 0.55 frs, avant la guerre c'était environ la valeur d'un paquet de gris) qui n'intéresse que très peu d'agents, car ceux qui font la nuit continuellement, sont peut-être quelques milliers. Ce qui est essentiel dans ce genre d'exercice des syndicats, c'est de trouver une revendication qui ne peut intéresser une autre catégorie et cela uniquement pour avoir un avantage sur le voisin, une petite supériorité; cette méthode réussit assez bien

sur l'ensemble du personnel, au moins on pense particulièrement à eux, disent-ils !! Il faut signaler que ces deux revendications sont pour ainsi dire éternelles, et que les vieux agents les voient réapparaître régulièrement depuis plus de trente cinq ans.

La CFTC n'a pas réussi à contrer la CGT, elle n'a pas réussi à percer le barrage établi par cette dernière. La CGT a encore assez d'influence dans les bureaux-gares parisiens pour se permettre d'empêcher une grève qu'elle refuse en raison de la situation politique extérieure.

Pour les intéressés eux-mêmes, on peut distinguer deux positions essentielles :

-les uns: on ne peut pas être "jaunes", il y a la grève, il faut la faire, il faut de temps en temps montrer qu'on ne se laisse pas faire (aucune importance si le syndicat vous roule, cette question n'est pas soulevée).

-les autres: on en a marre de toujours faire les pigeons. Toujours les bureaux-gares, il n'y a donc que nous à la poste? Et pourquoi aujourd'hui, il y a huit jours c'était aussi bien, et dans quinze jours ce sera toujours valable. Les syndicats, ils sont d'accord avec l'Administration pour faire leur grève, c'est un arrangement à l'amiable, et personne ne s'en porte plus mal.

Il semble, en fin de compte, que les uns et les autres voudraient bien se battre, ceux qui font grève, comme ceux qui restent au travail. Les premiers suivent une certaine religion qui avait sa valeur il y a plusieurs décades, les seconds sont dégoûtés, écoeurés, déçus par les diverses gymnastiques syndicales que nous avons subies depuis 1944. Ils veulent bien se battre, mais pour quelque chose ils refusent d'être les pions sur l'échiquier syndical, d'être les masses de manoeuvres qui paraissent déterminer les influences syndicales. Ils ne cherchent pas eux-mêmes la solution à envisager, ce qui serait la meilleure méthode, ils se contentent simplement de constater les faits, ce qui est peut-être un point d'acquis pour l'avenir.

L'atmosphère générale ne se prête pas non plus à des actions importantes. La classe ouvrière reste dans l'expectative, le mouvement syndical refuse toute politique de force, contre De Gaulle, que va faire le gouvernement? De quelle manière va-t-il se comporter? Les réquisitions que nous avons vues en décembre n'ont entraîné aucune discussion où je travaille, elles semblent acceptées par tous, il semble que la discussion soit refusée sur ce sujet. Les militants disent naturellement, nous préparons les luttes plus importantes pour l'avenir. Mais quelles luttes et quelles perspectives?

oooooooo

Depuis que ce texte a été écrit, deux tracts ont été diffusés séparément par la CGT et la CFTC, commentant la grève:

"pour la CGT: la puissante grève réalisée le 28 décembre ... touche au vif l'Administration... Elle prend des mesures de rétorsion à l'égard du personnel (on remarque que dans presque toutes les professions nous sommes pour les syndicats du "personnel" et non des travailleurs)... nous alertons nos militants, l'unité doit s'élargir... Tous ensemble nous imposerons le respect de nos droits syndicaux, et la considération de nos justes revendications".

Ce sont les grandes phrases rituelles.

Le plus marrant, c'est que la CFTC, le même jour, ne parle nullement de ces mesures de rétorsion. Avec le même vocabulaire, elle vante " la grève réussie dans tous les centres de tri " " Nos revendications avancent", et cela se termine par " adhérez à la CFTC ".

Pendant ce temps, pas un seul papier pour informer d'autres mouvements dans des centres de province, par exemple Dijon.

oooooooo

LE MONOPOLE POISSY: / (segments, soupapes, pistons, etc..)

La direction a accordé 10% d'augmentation des salaires, mais a fait sauter 4 heures supplémentaires, dont celles du samedi matin. La majorité des ouvriers qui faisaient ces heures n'ont qu'une rallonge de 3 Frs. Alors qu'une minorité (trois) qui refusait ces heures touche réellement l'augmentation de 10% (pour un P 2, le taux horaire passe de 4 à 4.40 frs). Ceux qui s'estiment "lésés" ont fait une démarche auprès du chef d'atelier pour qu'il leur soit accordé des heures supplémentaires.

Cette entreprise fait exécuter par d'autres usines une partie de ses commandes, ce qui lui revient beaucoup plus cher que si ces travaux étaient exécutés dans l'usine. Il ne s'agit nullement de mesures provisoires pour faire face à un afflux passager de commandes, mais d'une pratique continue depuis plusieurs années. Si l'on se place du point de vue de "l'entreprise capitaliste", cela ne peut s'expliquer que par l'intérêt personnel de certains dirigeants (pots de vin) en tous cas, la marge de profits doit être très grande pour permettre à une telle boîte de tourner dans ces conditions. Ceci fait réfléchir sur le montant de la plus-value, extorquée aux ouvriers (sur le taux de salaire, la durée de travail, la "productivité"). Cette "plus-value" se trouverait répartie non plus seulement aux actionnaires, mais doublement à la hiérarchie, d'une manière directe (salaires hiérarchisés) et indirecte (gratte et pots de vin).

oooooooo

JEUMONT: /

Après une récente augmentation, les taux de salaires vont de 2.25 Frs pour le manoeuvre (mini) à 3.- pour le P 2 (maxi) et 3.48 pour le P 3 (maxi). (il ne s'agit que de taux limites pris parmi les 21 taux d'affutage). A ces taux s'ajoute le boni, environ 35%.

oooooooo

ASSURANCES: /

Augmentation de salaire à dater du 1^o janvier 1963, de 6.09%.

Le salaire mensuel de base s'établit à employé (minimum) 331 Frs A.M.2 (maxi) 592.50- A.M.3 (maxi) 662.00 A ces salaires s'ajoutent 1% par année d'ancienneté, des "avantages individuel", attribués selon la cote d'amour, des primes amuelles très variables suivant les entreprises et les années.

ooooooo

SIMCA: /

Malgré le revirement amorcé par la direction en Mai 62 (voir ICO N° 9 - Juin 62), et les élections libres, le syndicat indépendant continue à bien se porter, et rien n'a changé quant aux pressions à l'intérieur de l'usine. On prend la carte "indépendant" pour "avoir la paix"; ceux qui ont appartenu à un syndicat (surtout CGT) sont l'objet de brimades, pour les faire partir. Il est possible que peu à peu cette situation se modifie, la direction SIMCA paraissent avoir "compris" l'avantage qu'il y avait à renoncer à la méthode périmée- patronat de combat et syndicat jaune- pour utiliser les grandes organisations qui peuvent rendre de précieux services (exemple Renault).

Dans un tract du 7 janvier le syndicat indépendant vante les mérites SIMCA, où 65% des salariés sont commissionnés, c'est-à-dire avec un statut de mensuels (ce taux est bidon car les ouvriers étrangers sont exclus de ces "avantages"). Le syndicat jaune revendique la quatrième semaine de congés, qu'il "avait toujours mis en tête de son programmé " (lui aussi).

Beaucoup d'ouvriers qui ont peu de transports se voient pratiquement contraints de faire 12h par jour, de 5h30 du matin, à 5h30 le soir; cela touche les ouvriers les plus anciens et non les étrangers (italiens et espagnols surtout) qui ne font souvent que passer quelques mois, et qui ne sont pas assez formés techniquement pour être "utilisés de manière rentable", en heures supplémentaires. Les bénéficiaires de ces nombreuses heures supplémentaires acceptent d'ailleurs la situation sans protester; certains y ajoutent encore le samedi.

ooooooo

ACCORD d'ENTREPRISE RENAULT: /

RENAULT, usine nationalisée, est une entreprise capitaliste dans une société capitaliste. Sur le marché de l'automobile, c'est une concurrence acharnée en France, dans le Marché Commun, sur le plan mondial. Une entreprise capitaliste ne peut tenir qu'en se modernisant sans cesse, c'est-à-dire en trouvant de l'argent pour "investir", construire des usines nouvelles, remplacer les machines, modifier les chaînes de fabrication, L'argent, la Régie comme toute entreprise, le trouve en réduisant les prix de revient, en comprimant le plus possible les salaires, en accroissent la productivité du travail (augmentation des cadences par exemple) car, d'un autre côté la concurrence capitaliste l'empêche de jouer sur le prix de vente des voitures. Tout cela est l'objet de plans de production dans lesquels les machines les matières premières, les ouvriers, sont des éléments dans ce que les dirigeants appellent les coûts de production. Pour que tout tourne bien dans l'intérêt des di-

rigeants, ceux de la Régie et d'ailleurs, pour que les décisions qu'ils ont prises eux seuls, dans l'intérêt de la société d'exploitation, il faut que les ouvriers restent les "choses" qu'ils sont dans les plans, il ne faut pas qu'ils coûtent plus chers que les dirigeants en ont décidé par avance, il faut que la production soit assurée normalement. Dans une usine gigantesque, comme Renault, le moindre accroc dans un coin, peut bloquer toute la production: il ne faut pas qu'un conflit localisé puisse arrêter l'usine, il faut que la direction puisse connaître ce qui se passe partout, pour éviter une grève, ou pour la stopper, avant qu'elle ne s'étende ou qu'elle ait des conséquences graves pour le plan de production. (la décentralisation des usines permet déjà de limiter les effets d'une grève partielle dans un département de fabrication d'une seule des trois principales usines Renault.)

Une victoire des SYNDICATS:

Les syndicats sont des intermédiaires tout trouvés pour aider les dirigeants à réaliser leurs plans, c'est-à-dire à bien gérer l'entreprise. Leur fonction aujourd'hui consiste à tout faire en toute circonstance pour que tout tourne normalement.

Tout le bruit fait autour des "accords Renault", n'a qu'une signification politique. Il est sans intérêt pour les ouvriers de Renault de discuter si la Direction Renault a pris les devants, d'accord ou non avec le gouvernement, si c'est le début du "plan social" gaulliste, si une partie du patronat est ou n'est pas d'accord. Les syndicats peuvent crier victoire.

Victoire sur qui? Pas une victoire des travailleurs. Où et quand y a-t-il eu des luttes chez Renault? Toujours pas les milliers de pétitions (tract CGT du 4/I/63) ou les centaines de délégations, ou encore les demi-heures de débrayage.

Ce qui est important dans les accords, c'est le rôle que les syndicats ont joué (et continueront de jouer) entre la direction et les ouvriers.

Avant l'accord " la direction a présenté un texte exigeant des organisations syndicales qu'il ne soit fait aucune communication (publique) sous quelque forme que ce soit, pendant toute la durée des discussions ".

Tous les syndicats: CGT- CFTC- FO, ont signé ce texte préalable le II décembre (tract CGT du 14 décembre).

Ils ont accepté aussi qu'il n'y ait qu'un représentant par syndicat et par usine: autrement dit, c'était vraiment des conversations entre dirigeants.

Cela signifie que les syndicats reconnaissent par écrit qu'ils peuvent fixer les conditions de travail sans que nous ayons rien à dire. Pour les ouvriers les accords d'entreprise, c'est ni plus ni moins qu'un changement d'horaires des trains, ou une augmentation du prix du pain: ça se passe en dehors d'eux, ils doivent subir, mais ne rien dire.

Les syndicats ont signé:

-que les accords "étaient à notre époque la meilleure base des relations entre salariés et employeurs", et que "toutes les questions relatives au statut du personnel ne sont pas réglées mais pourraient l'être de façon progressive ultérieurement".

- qu'il "était dans l'intérêt du personnel de l'entreprise de poursuivre et d'améliorer les relations contractuelles" (texte de la motion préalable signé le 12 décembre).

La voie des syndicats chez Renault (et ailleurs) c'est de se passer des travailleurs, pourvu que les directions les reconnaissent comme interlocuteurs valables (ils revendiquent d'ailleurs la reconnaissance juridique de la section syndicale d'entreprise). Les syndicats existent dans notre vie de travailleurs avec un rôle, une fonction, non parce que les ouvriers l'ont voulu, non parce qu'ils sont soutenus par une lutte, mais parce que l'Etat capitaliste leur reconnaît un droit qu'ils ne conservent que s'ils acceptent de jouer le jeu.

JOUER LE JEU pour les syndicats, c'est, une fois qu'ils ont accepté ce que la direction proposait, de le faire accepter par les ouvriers; ensuite c'est de briser toutes les luttes qui pourraient empêcher l'usine de bien tourner et la production de sortir comme le désirent les dirigeants. C'est de faire "respecter notre signature".

C'est pour cela qu'il faut que les ouvriers croient qu'ils ont remporté une "grande victoire" sur le patronat. Plus ils croiront, plus ils se tiendront tranquilles longtemps. "Elargir la brèche," dit la CGT (4/1/63) "Quelle brèche?" "Faire reculer le pouvoir gaulliste". Et l'UNR qui veut étendre la quatrième semaine est accusée de "tenter de s'approprier ce qui est la victoire des ouvriers" Et on reparle de l'unité, etc ...

Que représente la VICTOIRE OUVRIERE?

La 4ème semaine:

Pour la direction: moins de 2% d'augmentation, production moindre pendant les vacances, alors que les bagnoles se vendent mal, arrêt plus long pour l'entretien et la modification des chaînes.

Pour les travailleurs: la simple récupération de la fatigue nerveuse causée par l'intensification de la productivité.

Le retour progressif aux 40 heures:

on n'en discutera pas avant un an; c'est-à-dire que la direction, selon l'état du marché et l'avancement de sa modernisation, pourra toujours revenir sur ses paroles et ses écrits. De plus, tout cela pourrait être combiné avec un ralentissement des affaires, avec la réduction de la durée du service militaire (modernisation de l'armée) l'avalanche des jeunes nés après 45, et une augmentation de salaires, de sorte que la victoire des 40 heures, pourrait bien coûter peu à la Régie et être bien amère pour les ouvriers.

4% par an, par tranches de 1%

cela ce sont les miettes que l'on jette aux travailleurs dans le grand plan national et qui est bouloté d'avance par l'augmentation des prix.

Dans les autres points de détail relevons seulement la suppression du pointage pour certains agents de maîtrise d'atelier, qui crée une catégorie supplémentaire d'ouvriers, qui se croiront au-dessus des autres par un privilège

qui ne coûte strictement rien à la Direction. C'est cela l'unité des syndicats.

A Tout cela, il n'y a qu'une conclusion. Bien sûr les travailleurs prendront la quatrième semaine. Qu'y aura-t-il de changé à leur situation à l'usine? Ce n'est que par leur lutte qu'ils conquerront et qu'ils garderont une modification réelle de leur condition d'ouvrier. Et cette lutte, aujourd'hui, ne passe plus par les syndicats, mais contre eux.

oooooooo

DISCUSSION SUR LES ACCORDS ET LA POLITIQUE DES SYNDICATS: /

(chaque paragraphe représente l'intervention d'un camarade)

- les trois principales "revendications" dont on parle - 4^e semaine 40 heures, retraite à 60 ans - portent sur la durée du travail et sont inséparables du problème des salaires. Ces revendications figurent depuis longtemps dans les programmes syndicaux, notamment les 40 heures.

C'est difficile de dire qui a fait une fleur aux syndicats. Mais ceux-ci se trouvent récupérer une virginité: il suffit que Renault accorde la 4^e semaine et parle de "discuter des 40 heures" dans deux ans, que le gouvernement laisse croire que c'est dans ses projets, que toute la presse de droite à gauche s'en empare, pour que ces programmes syndicaux de façade et foulés aux pieds par les syndicalistes, grands et petits, retrouvent une valeur, comme s'ils devenaient le but des travailleurs. Cela ne nous dit rien qui vaille.

En passant, on peut souligner ce "syndicalisme du fait divers" qui s'applique systématiquement à glorifier des actions à brève échéance et superficielles et laissant systématiquement de côté tout ce qui peut menacer réellement le pouvoir social des patrons.

La réalité est bien différente: patronat et gouvernement sont "prévoyants": réduction forcée du service militaire, afflux des jeunes (générations d'après-guerre) effets de l'automation, peut-être petite crise dans certains domaines (automobile) vont forcer à réduire le temps de travail; l'exemple des USA avec 4 millions de chômeurs, du Canada avec 800.000, etc... montre que tout n'est pas rose dans les sociétés industrielles "évoluées".

Autrement dit, les revendications des syndicats vont dans le sens souhaité par le capitalisme. Il en a toujours été ainsi quant à la durée du travail. Actuellement, l'horaire moyen en France est de 48 heures par semaine. Alors que la loi de 8 heures existe depuis 1920, et les 40 heures depuis 36 -théoriquement. En pratique, CGT et PC, ont toujours été les premiers à soutenir l'augmentation inconditionnelle de la durée du travail, chaque fois que le capitalisme en avait le besoin, pour le bon motif bien sûr: la défense contre le fascisme en 37, le redressement de la France en 45. C'est un ministre communiste, Croizat, qui poussait aux heures supplémentaires, et c'est sous son ministère que la Sécurité Sociale a fixé la retraite à 65 ans. Dans les périodes "creuses", les horaires se réduisaient d'eux-mêmes avec le chômage.

- il faudrait aussi voir qu'en 8 heures aujourd'hui, un ouvrier en fait plus qu'en 10 heures avant la guerre de 14; si la durée hebdomadaire de travail diminue, c'est qu'à la cadence actuelle, il est souvent difficile de faire plus alors que c'était possible autrefois. La 4^{ème} semaine de congés payés sert à compenser la fatigue nerveuse. La retraite à 60 ans, c'est un minimum puisque, pour beaucoup

d'emplois, on vous juge bons à rien à partir de 45 ans.

- Il faut replacer tout cela dans le contexte politique international. La réalisation du Marché Commun et d'un bloc capitaliste d'états industrialisés de 160 millions d'habitants est mal vue des USA parce qu'elle affaiblit son bloc impérialiste et par son dynamisme économique-et politique- risque de bouleverser la carte politique mondiale. Or l'Europe prend forme, animée par l'alliance capitaliste franco-allemande, soutenue par le Vatican, dessinée par les rêves de grandeur de De Gaulle, construite méthodiquement par tous les technocrates qui voient leur domination technique et sociale atteindre la dimension à leur mesure.

Ceux qui mènent la bataille économique - et politique - contre l'Europe conçue de telle manière, (une Europe neutraliste indépendante) ce sont les capitalistes américains et anglais. Sur le plan politique français, ces formes retrouvent leurs alliés traditionnels, la S.F.I.O., et F.O., tout le clan social démocrates alliés aux hommes politiques d'où qu'ils soient représentent ces intérêts "étrangers".

Le P.C., et la C.G.T. paraissent suivre ces "opposants" au gaullisme tout en restant un peu sur la touche, parce qu'il est possible que De Gaulle joue la Russie contre les Américains, mais un bloc européen trop fort et trop turbulent gênant la domination mondiale des deux impérialismes, rencontrerait aussi l'opposition de la Russie, d'où l'hostilité du P.C. et de la C.G.T. à De Gaulle. Nous n'en sommes pas là.

Il faut garder sa tête bien froide pour comprendre toutes les manœuvres syndicales d'aujourd'hui. Il y a quelque temps, nous demandions comment FO allait traduire l'appel des syndicats américains pour la défense du capitalisme américain, menacé par la camelote européenne à bas prix, à cause des bas salaires français notamment. C'est chose faite maintenant. Il n'y a qu'à puiser dans la masse des prises de positions syndicales et politiques.

Les syndicats crient à l'intégration; attention, ce n'est pas l'intégration à l'Etat qui leur fait peur; c'est l'orientation de cet état vers un troisième bloc économiquement concurrent et politiquement opposé aux intérêts impérialistes qu'ils défendent. En 45-47, la CGT et la CFTC étaient les exécutants fidèles du pouvoir, sous la direction du même De Gaulle. Personne ne parlait d'intégration. En 47, la scission de FO, faite à l'instigation des américains, et grâce à leur argent, ne gênait nullement les dirigeants FO. En réalité, ils sont tous pour l'intégration des syndicats dans un état capitaliste (privé ou d'état) à la condition que cet état soit dans la ligne des intérêts impérialistes auxquels ils sont étroitement liés, et leur réserve les places et les fonctions qu'ils revendiquent.

On reparle de l'Unité, et des contacts auraient déjà été pris au niveau syndical (réintégration de FO à la Bourse du Travail) Jusqu'où cela ira? Cela ne dépend pas de l'intérêt des travailleurs, mais de ceux des impérialismes russes et ricains à l'égard du capitalisme français actuel. Les ouvriers ne seraient pour rien dans cette unité que l'on va nous vanter sous toutes les coutures, et qui peut servir à enrôler la nouvelle génération de travailleurs sous les bannières syndicales. C'est plus que jamais maintenant qu'il faut voir clair et être attentif. L'unité des syndicats a toujours été dirigé contre les travailleurs, pour les faire rentrer dans les usines en 36, pour leur faire retrousser leurs manches en 45-47, demain pour leur faire accepter la "planification démocratique" ou gaulliste, formes occidentales de la bureaucratie capitaliste et autres mouture du "retroussez-vos manches"

Les syndicats se découvrent soudain des vertus revendicatives. Ils sentent qu'un mouvement important peut se produire et ils créent le programme qui servira de barrage, qui servira à transformer un mouvement ouvrier en force politique à leur seul profit.

- Ne pense-tu pas que tout cela puisse avoir une importance pour les travailleurs en France?

Si- Indépendamment de la "politique" des syndicats, le fait que certaines revendications, autrefois de pure forme apparaissent comme réalisables, donne aux travailleurs l'impression qu'une action est possible pour l'obtenir. La politique des syndicats se retourne contre eux, car ils doivent répondre à un tel mouvement, mais en le faisant dévier sur leurs objectifs propres. Ce qu'ils peuvent craindre c'est alors de ne pas en être maîtres et d'être débordés.

o o
o

ICIISONS

REUNION INTER-ENTREPRISE-PARIS: /

13 camarades présents- 2 excusés.

(Simca-Jeumont- P et T- Assurances- Le Monopole- Imprimerie-Employé)

INFORMATIONS d'entreprise: la discussion porte sur les heures supplémentaires, les taux de salaires compte tenu des dernières augmentations; ces informations sont reprises sous la rubrique: Les Travailleurs en France.

Il est envisagé de demander aux camarades les taux de rémunération de chaque entreprise pour établir un tableau comparatif.

ACCORDS RENAULT: l'essentiel de la discussion figure dans l'article consacré à ces accords.

LA POLITIQUE des syndicats: sens à donner aux accords Renault sur un plan général, lien de la politique actuelle des syndicats avec la politique intérieure et extérieure française, les répercussions de l'accord sur les travailleurs.

ESPAGNE: échange de vue sur la brochure sur l'Espagne. L'ensemble des discussions et critiques sera repris dans un prochain numéro.

o o
o

finances

RECETTES

LES FINANCES d'ICO: / (en décembre 62)

abonnements... ..	25.-		
ventes au numéro	17.-	Frais de tirage N° de décembre	
soutien	278.08	frais postaux	109.32
	<u>320.08</u>		

SOLDE EN CAISSE fin décembre 62: 210.76

oooooooo

brochure

ESPAGNE 62: Témoignages et documents sur l'Espagne d'aujourd'hui- Brochure, supplément au N° 12 d'ICO. Un nouveau tirage de cette brochure sera bientôt effectué et nous pourrons l'adresser aux camarades qui en feront la demande-Virement de 0.50F au ccpLEGRIS: 4560-49 Paris.

dans le monde, les travailleurs

GREVE DES BUS à NEWCASTLE /

Le Vendredi 17 Novembre, les conducteurs d'autobus de Newcastle firent une grève de 24 heures. Elle fut qualifiée de grève "non officielle" (grève sauvage) à la fois par le syndicat des transports (T.G.W.U.) et par l'Office Départemental des Transports.

Dans la nuit de Jeudi, un "conseiller syndical" fit le tour des trois dépôts en essayant de convaincre hommes et femmes de ne pas faire grève. Ce conseiller syndical parlait "d'irresponsabilité" et de "loyauté envers les employeurs", mais ne dit rien de sa propre loyauté envers les dirigeants du syndicat. Plus tard, dans la nuit de jeudi, il racontait que la plupart des ouvriers seraient "loyaux" mais qu'il en restait sous la domination des meneurs.

Il affirma aussi que la police interviendrait si les piquets essayaient d'empêcher les bus de sortir.

Vendredi matin, on vit ce qu'il en était. 99% des travailleurs étaient en grève. Seulement 23 bus et 4 trolleybus circulaient le matin, et encore moins l'après-midi... Une fois de plus, les dirigeants des transport et du syndicat parlèrent "d'irresponsables".

... Au meeting, dans l'après-midi, suivi par 300 conducteurs, il fut décidé de faire grève chaque vendredi, jusqu'à ce que les patrons cèdent.

Il y avait de bonnes raisons à cela. De nouveaux roulements de travail avaient été établis, après accord du syndicat des transports (TGWU): les équipes du matin faisaient deux heures de plus, sans augmentation de salaire, sous le prétexte d'allonger l'arrêt pour le repas....

- Nous avons extrait ce récit d'une "petite grève" d'un article de "The Socialist Leader" (24/11/62) Il exprime d'une manière presque classique le rôle des syndicats. Ceux-ci fixent directement avec les dirigeants, les conditions de travail des conducteurs, sans les consulter, bien sûr. Ceux-ci n'ont d'autre recours que de se mettre en grève contre le patron, et contre le syndicat: c'est une grève "non reconnue", une grève sauvage qui prend son véritable sens de lutte d'une classe (les travailleurs) contre une autre classe (les dirigeants) (patronaux et syndicaux)

On peut rapprocher de la manière dont on été réglés les accords Renault par exemple.

LETRE d'un OUVRIER SIDERURGI,STE AMERICAIN: /

La grève de l'acier au printemps 62 aux USA, s'est finalement résolue en un conflit entre les syndicats les dirigeants d'entreprise et le gouvernement. Ce dernier après avoir imposé aux syndicats- qui l'imposèrent à leur tour aux travailleurs- un accord pour une augmentation dérisoire, s'opposa à une augmentation du prix de l'acier. Cette position d'arbitre entre "les capitalistes" et les travailleurs, montre en réalité que le capitalisme américain évolue vers une forme de capitalisme d'Etat; la bureaucratie d'état utilise son pouvoir pour domestiquer à la fois les chefs d'entreprise et les chefs syndicaux, au nom des intérêts supérieurs de l'Etat. Le texte qui suit est intéressant d'une part, parce qu'il montre la réaction des travailleurs devant le rôle joué par les syndicats, et d'autre part, exprime une tentative de trouver une forme d'organisation qui réponde au désir des travailleurs; on peut critiquer ce que cet ouvrier propose, mais il s'agit quand même d'une ouverture positive là où nous ne trouvons souvent que des critiques négatives.

- OHIO:

(extrait de Views and Comments -publié par la Ligue Libertaire - New-York -)

Dans cette aciérie, j'ai discuté avec beaucoup de mes camarades de travail. Ils paraissent n'exprimer aucun intérêt pour la grève de l'acier annoncée. Ils sont beaucoup à n'avoir travaillé que quelques semaines au cours des deux années passées. Ces ouvriers parlent seulement de liquider leurs traites arriérées. Tout ce qu'ils désirent, c'est se remettre à flot, et pour eux une grève est pire que d'être débauchés, parce qu'ils ne touchent pas les secours de chômage si la grève est décidée. Les ouvriers qui ont été assez heureux pour travailler durant la "récession" n'ont fait qu'une semaine réduite de 32 heures au lieu de 40. Tous ne pensent qu'à essayer de faire des semaines entières.

Souvent j'ai souligné que c'est une iniquité qu'un homme gagne un million de dollars par an alors qu'un autre ne peut trouver assez de travail pour se faire la petite somme de 1000 dollars. Je leur dis que le système du profit devait être balayé. Chacun m'écoutait et quelques uns même approuvaient de la tête. Mais il y a une apathie générale des ouvriers...

J'ai aussi expliqué que les syndicats de l'acier n'avaient pas une seule fois demandé, ni à moi, ni à personne d'autre, ce que je désirais ou ce dont j'avais besoin dans mon travail. La seule réponse que j'obtins fut un haussement d'épaule.

Les grandes aciéries et les syndicats de l'acier sont des monstres qui tiennent le travailleur si enserré dans leurs griffes, qu'il ne peut pas faire entendre la moindre protestation. Est-il absurde d'affirmer cela? Pas le moins du monde, car c'est la situation. Nous nous souvenons tous comment Donald Rarick fut mis à la porte du syndicat. pour avoir osé critiquer et pour s'être opposé à la

bureaucratie dans les syndicats. Ceci ne prouve-t-il pas qu'il existe une dictature dans le syndicat? Est-il besoin d'une autre preuve?

Pour ma part, je n'en crus pas mes oreilles quand j'entendis qu'une nouvelle convention avait été signée entre les grandes aciéries et les syndicats de l'acier. Cela me dépassait à cette époque. Mais depuis je réalise, après de nouveaux événements montrant les raisons qu'il y avait d'éviter la grève cette année, quel coup de maître ont fait les grands manitous de l'acier, sans avoir à recourir à une fermeture de leurs usines, ce qui aurait entamé leurs profits.

Pourquoi fit-on tant de mystère et de secrets quand la convention fut signée? Les ouvriers devaient s'attendre à être volés à la fois sur les augmentations de salaires, et sur l'amélioration des conditions de travail. Quand la nouvelle se répandit et que l'on connut les clauses de l'accord, on entendit dans les aciéries des phrases de ce genre:

" Mac nous a encore abandonnés en plein milieu de la rivière sans rien pour nous diriger ".

Un camarade composa une chanson satirique sur l'air de "Old Mac Donald had a Farm ".

De plus en plus, de simples syndiqués commencent à se rendre compte qu'ils sont, non seulement exploités par les grands de l'acier et le Gouvernement, mais aussi par les syndicats. Nous avons un dicton dans les aciéries : "faire partie de la clique" qui est un terme que l'on emploie d'habitude en politique, faire partie de la clique signifie que tout est possible; mais si vous n'en êtes pas, alors vos chances pour une quelconque justice sont bien minces. Avec le temps de plus en plus, les syndiqués sont en désaccord avec la manière dont le syndicat est mené.

Quand la hausse de six dollars par tonne du prix de l'acier fut annoncée, je compris immédiatement la raison pour laquelle le patronat de l'acier avait signé un nouvel accord avec le syndicat. Cette action sordide était dirigée non seulement contre les travailleurs de l'acier, mais tout autant contre le public crédule.

Beaucoup d'ouvriers applaudirent à la riposte du Président Kenedy, mais combien parmi les millions de chômeurs en firent autant? N'oublions pas, le Président a été en fonction pendant un an et demi, et le problème du chômage est devenu de plus en plus aigu.

Le mécontentement général qui domine dans les aciéries montre que le moment est venu pour nous de dénoncer le grand syndicat de l'acier et de fédérer les sections locales qui veulent rejeter la dictature dans les syndicats. Au lieu de courber la tête devant les leaders, nous pouvons nous réorganiser dans de petites sections locales et ainsi arriver à une représentation réelle des ouvriers dans telle usine ou telle localité. Si l'autonomie locale peut être mise en place dans les aciéries, elle pourra s'étendre à d'autres industries dans le pays. C'est un combat non seulement pour les membres des syndicats de l'acier, mais aussi pour chaque travailleur dans le pays. Nous devons revendiquer notre propre section locale, et dire aux dirigeants d'aller se faire pendre ailleurs.

Vous demandez comment pouvons-nous accomplir ceci? Je dis qu'un bon départ serait de demander pour les sections locales le droit de déclencher la grève

et de contrôler les pourparlers concernant les intérêts de leurs propres membres. Quand toutes les sections locales auront signé, il n'y aura pas de grève. Mais si une seule des sections locales ne parvient pas à un accord avec la société, alors toutes les autres sections n'arrêteront la grève que lorsque l'accord sera conclu.

C'est notre devoir envers notre compagnon de travail de discuter et de développer des arguments en faveur de la décentralisation des grands syndicats. Avec de petites unions locales, les ouvriers perdront leur apathie et tendront à montrer plus d'intérêt pour les syndicats et pour les conditions dans lesquelles ils travaillent. Décentraliser les grands syndicats sera un pas de géant dans la bonne direction.

ooooo

ALGERIE: /

Deux extraits du Monde du 11/1/63:

"Conflit dans une entreprise algéroise: Les ouvriers d'une société algéroise, la Rationnel S.A., spécialisée dans la fabrication de matériaux de construction, sont en grève depuis le 3 Janvier annonce l'agence de presse algérienne, Selon l'A.P.S., les ouvriers reprochent au directeur de l'entreprise d'avoir licencié du personnel et exporté en fraude du matériel industriel, et ils menacent de prendre en mains la gestion de l'affaire (c'est nous qui soulignons).

du 12/1/63 :

"La grève déclenchée le 3 Janvier par les ouvriers de la société algéroise, le Rationnel S.A., est terminée, annonce l'agence A.S.P. La direction s'est engagée pour un mois " à ne pas procéder à des licenciements, à fournir trente deux heures de travail par semaine à tous les ouvriers, à payer le transport et le panier " et même à payer aux grévistes deux jours de grève.- (A.F.P.)

Ca ne vous dit rien la rapidité avec laquelle le pouvoir (patronat ou autorités?) cèdent lorsque les travailleurs parlent de "prendre en mains la gestion de l'affaire ". Mais si les grévistes n'avaient pas cédé, mais étaient passés à exécution, ils auraient trouvé en face d'eux la force comme cela s'est toujours passé partout.

oooooooo

CUBA: /

déclaration de Che Guevara, dirigeant de l'économie du régime Castro à Anne Philippe (Le Monde 2/1/63):

" Certains de nos produits ne sont pas encore de bonne qualité. Il y a à cela plusieurs raisons, et si le blocage des produits venant auparavant des Etats-Unis n'est pas déterminant, il est cependant un facteur important. Je vous l'ai dit notre technique était adaptée aux produits américains.

"Mais il y a une autre raison. Il faut le dire, c'est un défaut

d'organisation: lorsque nous avons pris les usines, les ouvriers ont pensé qu'ils pouvaient se laisser aller (c'est nous qui soulignons). Dans l'organisation capitaliste par exemple, l'ouvrier qui fait la deuxième opération examine le résultat de la première opération, et ainsi de suite: un homme surveille l'ensemble. S'il s'agit d'un soulier, celui qui fait la dernière opération est responsable de ce soulier. Nous avons commis la faute d'enlever le sens de la responsabilité matérielle à l'ouvrier, avant d'avoir été capables de lui donner une nouvelle conscience."

Admirons le langage d'un dirigeant " lorsque nous avons pris les usines..." qui "nous"? toujours pas les ouvriers puisque tout de suite après, les ouvriers ce sont "ils". Question de vocabulaire "nous", c'est la classe sociale à laquelle on appartient; "ils", c'est la classe sociale opposée et qui vous est extérieure.

Admirons bien plus ces chefs qui à volonté "enlèvent la responsabilité" aux ouvriers ou leur donnent une "nouvelle conscience". On se croirait dans un laboratoire où l'on fabriquerait des hommes sur mesure pour les "tâches" fixées par les dirigeants.

oooooooo

LA FIN d'UN SYNDICALISTE:/

En bonne compagnie, " un policier, un lord, et un syndicaliste se partagent cette année, la liste royale des titres et distinctions..."

Car c'est en Angleterre.

député

Le lord, c'est un garçon de bureau, devenu/travailliste, et qui de lord vicomte, devient un comte.

Le syndicaliste qui devient "chevalier", ce n'est pas un syndicaliste jaune, c'est Bill Carron, président du syndicat des métallurgistes (1 million de membres), membre du Comité exécutif des Trades Unions, membre de la commission nationale du plan, et qui s'occupe aussi beaucoup de productivité.

Il n'est pas dit quels services ont rendu le lord, le policier, et le syndicaliste, mais ce qu'on sait, c'est qu'un premier ministre conservateur les a distingués parmi 2.600 autres promus au mérite de la société capitaliste anglaise, sans doute pour les fonctions identiques qu'ils y assument. On en sait quand même un peu plus sur le syndicaliste. C'est lui qui entre autres a brisé fin 61 la grève sauvage des usines Rootes à Acton (voir ICO, novembre 61).

o o

o

le capitalisme

LA BUREAUCRATIE EN FRANCE: /

Dans le livre d'un américain (David Granick) "The European Executive" un chapitre intitulé France: "The Technocrat supreme", fait le point de ce que nous pourrions appeler l'évolution vers la société bureaucratique en France. Les extraits que nous en donnons ci-après, sont destinés à alimenter une discussion que nous reprendrons dans un prochain bulletin; ils permettent de répondre à des questions que nous nous posons souvent où se trouve la frontière entre dirigeants et exécutants, entre ceux qui ont le pouvoir de décision et les autres; quel est le pouvoir actuel des technocrates et quelles sont les incidences politiques de ce pouvoir dans ce que nous vivons aujourd'hui avec le gaullisme. Chacun peut, à la lumière de ce texte, se reporter à ce qu'il sait de sa propre entreprise ou de l'état, et essayer de comprendre.

".... Dans l'industrie française, un diplôme de l'Enseignement Supérieur est pratiquement nécessaire pour l'accès à une fonction de cadre.

....Ainsi, quoique les diplômés de chacune de ces Ecoles reçoivent le même titre "d'Ingénieur" il est clair qu'ils ont suivi un processus de formation radicalement différent.

"Le résultat de ces différences aussi bien que le rôle majeur tenu par les diplômés dans la détermination des carrières dans l'industrie française, sont mis en lumière par une étude faite dans l'industrie métallurgique et portant sur vingt trois mille cadres.

"Il en ressort que parmi les anciens élèves de Polytechnique travaillant dans l'industrie des métaux, 46% occupaient, à l'époque de cette enquête, un poste de direction, soit à l'usine, soit au siège social (11% de tous les cadres, abstraction faite de leurs origines, étaient compris dans cette catégorie).

"31% seulement des anciens élèves de Centrale étaient à ce niveau tandis que le reste des cadres issus de cette Ecole étaient répartis dans divers secteurs techniques et que les anciens élèves des Arts et Métiers, se retrouvaient massivement dans les services de production.

"La distinction ci-dessus entre les diplômés des différents types d'écoles d'ingénieurs est particulièrement frappante si on tient compte du fait qu'un grand nombre d'entreprises familiales sont comprises dans l'échantillonnage.

"Dans les grandes entreprises françaises, la frontière entre les diplômés des "Grandes Ecoles" et ceux des autres écoles considérées comme de second plan est rigide.

"Au premier groupe, sont réservés les postes d'autorité, les membres du second sont relégués dans la zone du "middle management".

"Une firme que j'ai visitée, constitue un assez bon prototype de la situation que je viens de décrire....

"Les cadres au-dessous du niveau de Directeur d'Usine et de Directeur Adjoint venaient d'Ecoles d'Ingénieurs "secondaires" et pour un petit nombre d'entre eux, de Facultés des Sciences.

"Pour la plupart ces hommes étaient entrés dans cette industrie et plus particulièrement dans cette firme en quittant l'Ecole, et se préparaient à y faire leur carrière entière. Venus fréquemment d'autres régions de France, ils étaient destinés à rester jusqu'à leur retraite dans cette région à industrie unique et peu attrayante.

Exactement comme les ouvriers dans la firme ne peuvent guère s'élever plus haut que le grade de contremaître, de même ces cadres "inférieurs" ne pouvaient pas espérer s'élever au-dessus du grade de Chef de Service...

"Les Directeurs de la firme étaient d'une espèce différente. Anciens Elèves des Grandes Ecoles, ils étaient tous complètement nouveaux dans l'industrie en question. Le plus haut placé venait d'une autre firme techniquement sans aucun rapport avec celle-là, mais appartenant au même groupe financier. Son Directeur d'usine venait des Chemins de Fer, le troisième homme de la hiérarchie, responsable de la production, venait de la Marine. Tous étaient arrivés dans l'entreprise depuis moins de deux ans, et aucun n'avait d'expérience préalable de l'industrie dans laquelle ils opéraient.

"En outre, ces cadres supérieurs n'étaient pas vraisemblablement appelés à rester longtemps dans cette firme de province, tout le monde voyait leur carrière, du moins s'ils réussissaient, comme devant les conduire à Paris. Ils s'attendaient à "bouger" à l'intérieur du grand groupe financier dont la firme faisait partie. C'était de ces hommes qui font "de belles carrières", avec une grande mobilité entre les régions, entre les firmes, et entre les industries.

"Sous eux, il y avait les "pauvres types" n'ayant en perspective qu'un avenir routinier. La barrière entre ces groupes était presque aussi infranchissable que celle entre l'ouvrier et l'ingénieur. Un homme tombe d'un côté ou de l'autre de la barricade, suivant qu'il est ou non passé par une Grande Ecole.

"Il n'y a pas de statistique d'ensemble quant à l'origine des Présidents des grandes entreprises, mais les renseignements qui ressortent des interviews que j'ai pris auprès de quinze d'entre eux confirment le schéma général.

"... Les hommes qui ont une formation supérieure, non scientifique, occupent une position très spéciale dans l'industrie française. C'est seulement dans les petites entreprises et en province, qu'ils ont une véritable possibilité d'accéder à la haute direction. Il est vrai que dans les grandes affaires, ils peuvent jouer un rôle important dans le domaine commercial, financier, administratif ou social. Fréquemment aussi, ils accèdent au titre de Directeur de l'un de ces

départements, mais ces positions directoriales ne font pas réellement partie, en France, de la Haute Direction, elles représentent plutôt une fin de carrière correspondant au niveau le plus élevé du "middle management"...

"...Les grandes entreprises, avec quelques exceptions, comme dans tous les pays, sont donc depuis longtemps dirigées par des hommes que les Français eux-mêmes nomment "Technocrates".

"On en trouve de nombreux spécimens dans une importante Association créée après la guerre en vue de grouper les Dirigeants des Grandes Entreprises françaises, non familiales.

"Dans cette organisation (beaucoup de ses membres sont présidents de leur société, tous en sont de hauts dirigeants, et peu d'entre eux ont moins de cinquante ans d'âge), environ 40% des membres sont polytechniciens et 40 à 50% sont issus des autres grandes écoles d'ingénieurs.

"Ces technocrates sont des hommes du même modèle que ceux qui font de belles carrières dans la Fonction Publique ou dans l'Armée. Ils ont été vainqueurs dans les mêmes dures compétitions pour l'accès aux Grandes Ecoles quand ils avaient dix huit ou vingt ans. Ils ont reçu la même formation, ils ont les mêmes amis. Beaucoup ont passé dix ou vingt ans au service du Gouvernement avant d'être parachutés dans l'industrie à un poste présidentiel ou de direction générale. Leur prestige ne repose pas sur l'argent, encore que naturellement tous aient des revenus confortables, et que peu soient partis dans la vie sans un certain patrimoine personnel. Bien plus que sur l'argent, leur prestige est en quelque sorte le reflet de celui de la Fonction Publique. Ils sont aussi des hommes cultivés car ils conjuguent souvent des dons pour les mathématiques, attestés par leur admission dans les Grandes Ecoles, avec une culture gréco-latine, acquise dans les Ecoles secondaires.

"Ce sont des hommes qui auraient pu, s'ils l'avaient désiré, faire carrière dans le service public ...

"En bref, le technocrate jouit d'un grand prestige dans les affaires françaises, précisément dans la mesure où les affaires passent pour quelque chose de pas très "distingué"...

"...Les statistiques montrent que les têtes de promotion de Polytechnique, se dirigent massivement vers les affaires après un début de carrière dans la Fonction Publique...

"Ce sont ces Polytechniciens là qui sont les vrais technocrates des Affaires françaises...

"Ceux qui se sont élevés au niveau des hautes directions à cause, par exemple, de leurs accointances familiales, s'ils ne sont pas d'authentiques technocrates, n'en sont que plus avides d'être assimilés. Alors qu'en Allemagne, le "manager" aspire au prestige de "l'entrepreneur", l'entrepreneur français est au même degré anxieux de prouver qu'il est en fait un "technocrate".

"La force du "technocrate d'affaires" repose en première ligne sur le grand prestige du haut fonctionnaire, mais il a aussi une base plus matérielle. Dans un pays d'étatisme, le succès dans les affaires dépend pour une large part, des relations avec les Grands de la Fonction Publique, qui décident au nom de l'Etat...

"Ceci n'implique à aucun degré une accusation de corruption, mais il est naturel qu'un fonctionnaire prête une oreille plus complaisante au cas d'un ancien camarade d'Ecole, d'un ami qu'il tutoie, qui a la même culture que lui, et qu'il peut considérer comme un fonctionnaire détaché dans l'industrie privée où il a transporté les traditions du Corps, qu'aux arguments d'un de ces manieurs de sous, qu'il méprise.

"... Sous le régime du général De Gaulle, la position du technocrate d'affaires s'est trouvée encore renforcée. Au moins les ministres de la III et de la IV^e République étaient-ils des politiciens, hommes dont les accointances n'étaient pas spécialement celles des Grandes Ecoles, mais la V^e République a vu les fonctionnaires prendre aussi les postes de Ministres, les Grandes Ecoles ont encore un peu plus consolidé leur position.

" Dans tout ce qui précède, il reste cependant une faille: le Président Directeur Général et les Directeurs Généraux peuvent bien être tous des Technocrates, mais détiennent-ils réellement le pouvoir, ou le pouvoir repose-t-il entre les mains de personnages extérieurs à l'Entreprise et qui peuvent être d'une origine très différente...

"Aussi, est-ce du côté des banques qu'il faut maintenant tourner nos regards.

"Mais une belle carrière, dans la Banque, requiert que l'on soit issu de l'Inspection des Finances...

Ainsi la route du succès passe-t-elle là aussi par la Fonction Publique. Les banquiers ne sont pas exactement des technocrates comme les Chefs de la grande industrie française, cependant, ce sont de pseudo-technocrates venus eux aussi des Grandes Ecoles d'Ingénieurs et autres grandes Ecoles, et dont beaucoup ont un passé de fonctionnaire, aussi les liens de sympathie entre eux et les technocrates de l'industrie sont-ils très étroits...

"Néanmoins, il est probablement exact de dire que les Conseils d'Administration des grandes firmes sont de composition non technocratique. A côté du Président, et éventuellement du Directeur Général, Technocrates, les Conseils réunissent des hommes des banques, des représentants des familles fondatrices, même si depuis longtemps elles ont cessé d'avoir une part importante dans le capital, des représentants des familles qui ont une part notable des actions, même si cette part ne représente qu'une proportion insignifiante de l'ensemble.

"Enfin, on trouve dans les Conseils des "spécialistes" appartenant souvent à d'autres entreprises et qui sont réputés pouvoir apporter un concours utile. Ainsi, on se trouve en présence de Conseils qui représentent essentiellement les banques et les "héritiers", ces derniers étant importants plutôt en raison d'une tradition qu'à cause de l'importance de leur position capitaliste.

"Dans la France de l'avant-guerre, les technocrates avaient la réputation d'être extrêmement "obéissants", de la même façon que les fonctionnaires faisaient preuve de discipline à l'égard des Ministres politiciens que pourtant ils méprisaient. C'était la tradition du Corps. Mais, dit-on, une prise de conscience est survenue parmi les technocrates de l'industrie française, à la faveur de l'occupation, et s'est accentuée encore à la Libération.

"La Gauche a interprété la crise des années 1930 et la rapide défaite de l'Armée française, comme l'échec de la structure économique et sociale du pays. Elle a répondu par la politique des nationalisations.

"Beaucoup de technocrates interprétèrent de même le passé comme un échec du capitalisme des "héritiers". En tant que patriotes, ils ont refusé de voir renaître le régime antérieur, rejoignant en ceci la gauche politique. Celle-ci engagea la lutte pour l'extension de la propriété et du contrôle du Gouvernement sur les affaires, les technocrates eux, réagirent contre le régime antérieur, en accaparant dans les firmes privées l'autorité qu'on leur avait librement abandonnée au lieu de renoncer à cette autorité et de redevenir les serviteurs des "héritiers". Dans leur esprit, l'Economie française devait être reconstruite sur la base de la propriété privée et dans le cadre d'un système "bourgeois", mais sous le contrôle effectif des technocrates.

"Si aujourd'hui, on jette un coup d'œil restrospectif, le dessein technocratique semble avoir été réalisé pour l'essentiel, tandis que la gauche politique n'a enregistré que des gains peu importants.

"C'est cette vision d'une direction technocratique exerçant son rôle à la fois sur les affaires privées et sur la machine de l'Etat qui a inspiré aux "grands" du management français, l'idée de créer leurs propres organisations et de lancer leurs propres publications selon un style dont on dit qu'il eût été inimaginable avant la guerre, au temps de l'obéissance des technocrates.

"Le monde français des affaires sous le contrôle de leaders ayant reçu une formation de fonctionnaires et transportant avec eux les traditions du Corps, sans crainte de l'interférence des Politiciens, peut maintenant renoncer à l'ancienne recherche des profits à court terme pour travailler à la gloire et à l'expansion du Pays. (c'est nous qui soulignons). Par chance cet objectif est également susceptible de conduire à de plus grands profits à long terme...."

oooooo

ALGERIE: /

La nature de la société algérienne "indépendante", ses structures sociales et politiques, se trouvent définies, sans ambiguïté, pour ceux qui en douteraient encore, dans cette déclaration faite par Khemisti, ministre des affaires étrangères, fin novembre, sur les "données immédiates et constantes" de la politique algérienne :

" Notre pays, l'Algérie, a besoin de capitaux, et l'apport de la France dans le cadre de la coopération financière autant que la part des investissements déjà engagée constituent une base de départ appréciable pour la relance de notre économie ".

"(il faut faire en sorte que) l'aide qui pourrait être apportée à l'Algérie trouve dans ce pays les structures d'accueil qui la rendent rentable et qu'elle ne soit, à aucun prix, grevée d'hypothèques politiques".

Evidemment, les dirigeants algériens rejettent les "hypothèques politiques" liées aux capitaux, ils parlent même d'édification d'une "économie so-

cialiste", "tâche ardue et difficile", qui "ne se fera pas dans un temps relativement court".

Que peut bien signifier une "aide (capitaliste)... qui trouve... les structures d'accueil qui la rendent rentable "...

En termes clairs, l'Algérie est et reste dans l'orbite capitaliste et toutes les réformes intérieures, quel que soit leur nom de baptême, ne pourront être conçues que pour la rentabilité finale des capitaux étrangers. Nous savons tous, comme travailleurs, ce que cela veut dire, les structures destinées à assurer la rentabilité des capitaux.

o o
o

des lectures

UN LIVRE SUR L'ESPAGNE:

"La Mine, de Armando Lopez Salinas ". (N R F)

L'auteur, né en 1925, a obtenu en 59, ce qui correspond au prix Goncourt en France. C'est donc un roman écrit pour les espagnols d'Espagne, en tenant compte de la censure. Pourtant certains passages furent supprimés lors de la publication en Espagne, la traduction française, elle, est intégrale.

Joaquim, le paysan andalou mourrant de faim dans son village, part travailler dans une mine de charbon, en Castille, où il crève dans un éboulement parce que la direction n'a pas appliqué les mesures de sécurité.

Le livre décrit une réalité rude, brutale, de gens qui souffrent par tableaux successifs, remplis de suggestions. C'est la forme qu'ont choisie depuis 1939 tous les romanciers espagnols, en marge des plumitifs payés par le régime. Le roman contient trois parties: la fuite, l'équipe, l'éboulement, chacune comporte une citation de Pablo Neruda (poète chilien, communiste, interdit en Espagne, sauf ses poèmes d'amour) qui éclaire le sens du livre: "... Où que tu ailles parle de ces tourments, toi frère, parle de ton frère qui vit au fond, dans l'enfer". " Je ne viens pas pleurer ici où ils sont tombés, je viens pour vous, je viens secourir les vivants. Je viens à ton secours, je viens à mon secours, et à ta poitrine je frappe "

Joaquim voudrait que le propriétaire qui possède toutes les terres

lui cède une parcelle mais celui-ci fait de l'élevage, rien à faire. Il décide d'emmener sa femme et ses deux enfants pour travailler à la mine, car sa femme a une cousine mariée à un mineur: "des milliers d'hommes se dit Joaquim, luttent pour le pain, le droit à la vie et au travail, pour la liberté et l'amour". Le travail commence. " Pourquoi travailler dans cette putain de mine ?" disait Joaquim entre deux efforts pour vomir. " Un beau jour, je tomberai et les berlines m'écraseront". Il connaît ses camarades d'équipe, ceux que le travail a rendu impuissants, qui crèvent petit à petit: " quand je crache c'est noir. Je travaille depuis six ans dans l'Incline (c'est le puits) et j'ai bouffé toute la poussière de la galerie quatre. Quand je fais mes besoins, c'est noir; même si j'arrive à cinquante ans, la poussière n'aura jamais le temps de sortir de mes boyaux." Le porion, mouchard qui ne pense qu'à lécher les bottes des patrons. Ruiz " l'asturien": " la Mine devrait s'occuper de construire des maisons avec les bénéfices et ne pas tolérer que les gens vivent entassés... Un jour les gars, un jour... Dans la vie, tout est politique et économie. Ou nous travaillons tous pour tous, ou quelqu'un s'arrangera pour vivre à tes dépens... Quel côté est-ce que je peux voir? Celui qui existe. Quand les riches trouvent que les choses ne vont pas comme ils veulent, tu sais ce qu'ils font, ils appellent les militaires." L'accident arrive, la foule proteste puis tout se calme. La veuve de Joaquim reste seule avec les deux enfants: "Ce qu'il a toujours voulu c'est semer et cultiver la terre. Il n'a jamais voulu s'arracher de là-bas, parfois je pense que c'est moi qui l'ai poussé. Mais ensuite je me dis que sen'est pas vrai, que malgré tout, nous avons bien fait de venir ici; nous ne pouvions rien faire d'autre".

Ce livre dépeint bien l'état d'esprit des travailleurs espagnols, tout est confus, mais l'injustice est là, et ils la ressentent et la fomulent plus ou moins consciemment.

correspondance

-LETRE à un camarade du P.S.U:

"... Je ne veux pas me tailler une victoire facile au sujet des 10 élus minimum pour le PSU que tu pronostiquais dans ta lettre. L'histoire politique d'aujourd'hui, est ainsi faite qu'en ne peut être entre les deux comme le fait le PSU: participer aux institutions c'est se faire battre inévitablement par les réformistes (parmi lesquels je classe le PC) et par la droite (regarde seulement les conséquences pour les syndicats des accords Renault). Que peut penser un ouvrier qui lit l'information du militant par exemple avec un texte sur les élections dans une société capitaliste, texte que pour ma part j'aurais signé, et qui voit quelques jours après toute une prose du même auteur, candidat aux élections qui défend le système parlementaire et qui expose " ce qu'il pourra faire" s'il était élu. Il ment dans au moins un des deux textes, sinon les deux. Quel sens tout cela peut-il bien avoir dans cette période de grande confusion politique où tout le monde est socialiste, où tout le monde est de gauche- du moins en paroles. Ce sont les actes qui comptent et se démarquer de la SFIO, du PC, des syndicats, est beaucoup plus

essentiel que tout le reste, même si en fin de compte, le poids et les manœuvres des organisations vous isolent.

Tu comprendras que dans ces conditions, je ne sais pas trop quels seraient les points de discussion possibles avec ce camarade que tu me proposes de rencontrer.

Pour le reste de ce que tu exprime dans ta lettre, nous en avons déjà discuté par lettre, ou autrement. Pourquoi veux-tu toujours penser que nous divisons la classe ouvrière, en essayant de voir clair et d'expliquer ce que nous voyons. La classe ouvrière, elle est bien assez grande pour savoir ce qu'elle doit faire à un moment donné. Ce n'est pas tel ou tel mot d'ordre qui l'amène à agir dans telle ou telle direction, ou à ne pas agir, mais la perception à un moment donné, que quelque chose est possible, ou que c'est impossible. Pris comme ça, les mots "unité", "division", n'ont pas beaucoup de sens, tout au plus servent-ils aux organisations à couvrir de formules creuses leur politique du moment à l'égard du pouvoir. Ce qui divise les travailleurs, ce sont les structures économiques et sociales de la société d'aujourd'hui; ce qui les unit à un moment donné, c'est un intérêt commun à toutes ces couches différenciées. Cela, c'est l'unité des luttes ouvrières qui n'a rien à voir avec l'unité des organisations ou des syndicats. L'unité syndicale par exemple, comme l'union nationale sur le plan politique, apparaît, quand les syndicats en tant qu'organisations, se trouvent menacés dans leur existence même par l'attitude unie de la classe ouvrière. Le fait qu'aujourd'hui FO et la CGT, parlent de réunification, ne nous dit rien qui vaille . "

oooooooo

-LETTRE à un camarade de l'Ouest:-

"....Qu'est-ce que "Informations-Correspondances-Ouvrières" dans tout cela?: un simple regroupement de travailleurs, ouvriers et employés, qui se retrouvent sur une position commune de lutte de classe, ce qui dans les faits se traduit pour chacun, sur le plan de son entreprise par une attitude semblable à l'égard des syndicats et de l'exploitation en général. Bien que tu aies sans doute entendu parler, d'une manière ou d'une autre, des "tendances" d'ICO, nous n'avons pas jusqu'à présent défini notre existence que d'une manière concrète: le groupe -peu nombreux- 20 camarades à Paris -450 bulletins diffusés- que nous formons existe et est très vivant; il a pratiquement doublé en deux ans; c'est tout ce que nous pouvons dire; il s'y trouve des marxistes, des anarchistes de la FA, des camarades de Noir et Rouge, et des camarades qui ne sont de nulle part, des gars de labase; l'essentiel pour nous, et je crois que cela est plus profond que ça ne paraît, est que nous faisons passer nos idées "théoriques", notre éducation politique après notre expérience de travailleur, ce qui ne signifie nullement bien qu'on nous en fasse la réputation, que nous refusons toute discussion théorique nous demandons seulement qu'elle puisse être exprimée en termes clairs de manière à être comprise de tous; les discussions d'idées ne doivent pas être l'apanage de quelques uns.

"Vois ce que tu peux faire dans tout ce que je t'expose; tu peux participer par des écrits, des critiques, ou par des contacts ouvriers dans ta région. Si nous pouvions faire un "rêve organisationnel" ce serait que des noyaux semblables au nôtre se créent dans d'autres villes, regroupement sur des bases semblables, autonomes, essayant même de publier un bulletin (local ou pas), la seule question se posant étant de discussion, de liaison, d'échange, de coordination."

o o

publications

LE MONDE LIBERTAIRE: (organe de la Fédération anarchiste-3 Rue Ternaux-Paris-XI)
N° 86-Janvier 63- nouvelle formule- Sommaire: De Gaulle impose son budget de guerre-Lutte pour l'égalité des races à Houston (Texas)- Spartacus et la Révolution allemande (novembre 1918-novembre 1919) La Fédération anarchiste-Cinéma interdit- Le journal de Mouloud Feraoun-Le parti anti-socialiste.

C.I.L.O. (Commission International de Liaison Ouvrière-Marché- 103 R.Orfila-Paris 20)
N° 22-Déc. 62- Le problème colonial (Angola-Guinée portugaise) Le Monde Arabe (la crise du FLN) Les mouvements ouvriers dans le monde (Allemagne-Amérique latine-Brésil).

LA REVOLUTION PROLETAIRENE: (revue syndicaliste révolutionnaire) déc.62- 14 Rue de Tracy-Paris 2è- Sommaire: Mutation dans le monde communiste- Le bonapartisme absorbe la droite- Et maintenant les syndicats- La charte d'Amiens et les idéologues- En URSS des ouvriers recourent à la grève.

LA VOIX DE LA PAIX: (Union Pacifiste de France) Déc.62- Banchet-Auberville sur Mer-

A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs) Esgles- 4 Rue Belfort-Toulouse.

POUVOIR OUVRIER: (Socialisme ou Barbarie) 22 Rue René Boulanger PARIS-10- (pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire, une avant-garde... dont le seul but sera d'aider l'ensemble de la classe ouvrière à réaliser son propre pouvoir: le pouvoir des conseils de travailleurs).
N° 46- Déc. 62- Sommaire: Le régime et Les syndicats- Sous le capitalisme moderne (les gemmeurs, la prime de rendement dans les hôpitaux- l'emploi du temps des professeurs) -Correspondance.

SOLIDARITY for workers' power (publication soeur de Pouvoir Ouvrier en anglais)
Bob Potter -18 Kingsley Road-London- SW 19-Vol.2 N° 7- Sommaire: C.N.D.désarmé Trois épisodes de luttes (Ford-Bus-Chemins de fer) Sur la jeunesse et l'éducation Correspondance- Extraits de la Commune de Cronstadt .

DIRECT ACTION: (en anglais- anarcho-syndicaliste)
Contrats collectifs en Suède- Ford abat son jeu- documents sur la lutte contre la bombe.

BULLETINS d'ENTREPRISE:
-Voix ouvrières: (organe de lutte ouvrière pour une direction révolutionnaire des syndicats et pour la construction d'un parti révolutionnaire prolétarien)
N° 2- 17 décembre 62- M. Schroedt, 5 Rue du Tir, Corbeil-Essonnes, donne des échos d'une vingtaine d'entreprises dans lesquelles sont diffusés des bulletins d'entreprise.

L'ECOLE EMANCIPÉE: N° 6-Déc.62- (tendance syndicaliste révolutionnaire du syndicat Fédération de l'Education Nationale) discussion sur le congrès de la FEN. Médecin et capitalisme (Jarnaud- Lahauze-Uzès (Gard).

N° 7-Janv.63- La grève des agents de lycée- Grève à l'Ecole Normale de Versailles
Laleçon des élections- Nouvelles de Guinée.